

Je m'appelle Sebastian Rudd. Je suis un avocat bien connu en ville, et pourtant on ne me voit jamais sur les panneaux publicitaires, ni sur les affiches des abribus, pas même dans les pages jaunes, à l'inverse de mes confrères qui y vont tous de leur slogan agressif. Je ne paie pas pour être vu à la télé, même si on m'y voit souvent. Mon nom ne figure dans aucun annuaire. Je n'ai pas de cabinet traditionnel. Je porte une arme, dûment déclarée parce que j'ai tendance à agacer des types qui ont aussi des armes et qui n'hésitent pas à s'en servir. Je vis seul, dors seul, la plupart du temps, et n'ai ni la patience ni l'empathie nécessaires pour tisser des liens d'amitié. La justice est ma compagne, toujours chronophage, parfois source de satisfaction. Je ne dirais pas, comme cet auteur oublié, qu'elle est une « maîtresse jalouse ». Elle serait plutôt une épouse possessive qui contrôle tout, jusqu'à mon carnet de chèques. Une épouse qu'on ne peut quitter.

Ces derniers temps, je me retrouve à dormir dans des motels miteux. Et chaque semaine, je dois en changer. Ce n'est pas pour faire des économies; mais pour rester en vie. Il y a plein de gens qui aimeraient me tuer, et quelques-uns ont été très explicites sur ce point. Quand on est étudiant en droit, aucun professeur ne vous dit qu'un jour on risque

de défendre une personne accusée d'un crime si odieux que les braves citoyens, d'ordinaire paisibles et débonnaires, vont sortir les fusils pour tuer l'accusé, l'avocat, toute sa clique et même le juge.

Mais ce n'est pas la première fois qu'on me menace. Cela fait partie du boulot, un effet secondaire d'une profession que j'ai plus ou moins choisie il y a dix ans. Quand je suis sorti de la fac de droit, mon diplôme en poche, les offres d'emploi étaient rares. À contrecœur, j'ai travaillé à mi-temps dans un service d'aide juridique de la ville. Puis j'ai atterri dans un petit cabinet privé qui ne s'occupait que de dossiers au pénal. Après quelques années, la boîte a fait faillite et je me suis retrouvé livré à moi-même, à battre le pavé comme beaucoup d'autres confrères pour gagner quelques dollars.

Une affaire m'a mis sur le devant de la scène. Pas jusqu'à me rendre célèbre, bien sûr. Comment un avocat pourrait-il devenir une vedette dans une ville d'un million d'habitants? Nombre de mes collègues, toutefois, se prennent pour des stars. Ils sourient sur les affiches, fanfaronnent dans des pubs télé, en faisant mine de se soucier des problèmes de leur prochain, mais eux, ils payent pour passer dans les médias. Pas moi.

Je change de motel toutes les semaines. Je suis en plein procès et les audiences ont lieu dans un trou perdu appelé Milo, à deux heures de route de la ville où j'habite. Je défends un attardé mental de dix-huit ans, accusé d'avoir tué deux petites filles – un double meurtre particulièrement horrible et pourtant j'en ai vu d'autres. Mes clients sont presque

toujours coupables, alors je ne me ronge pas les sangs à me demander s'ils ont eu ou non ce qu'ils méritent. Dans cette affaire, toutefois, Gardy n'est pas coupable, mais c'est un détail. Pour tous c'est un détail. Ce qui importe à Milo, c'est que Gardy soit condamné à mort et exécuté le plus vite possible pour que la petite bourgade retrouve sa sérénité et puisse aller de l'avant. Aller de l'avant? Pour aller où au juste? Foutaises! Cette ville ne fait que reculer. Depuis cinquante ans, c'est le grand retour en arrière, et condamner un innocent ne la sauvera pas de cette boucle infernale. On lit partout que Milo veut « en finir et tourner la page ». Il faudrait être idiot pour croire que cette ville va d'un coup grandir, prospérer, et devenir plus tolérante dès que Gardy aura eu son injection.

Ma tâche est complexe et en même temps très simple. Je suis payé par l'État pour fournir une défense de première classe à un prévenu accusé de meurtre, mais j'ai beau tempêter et m'époumoner dans la salle d'audience, personne ne veut rien entendre. Gardy a été condamné le jour même de son arrestation, et son procès n'est qu'une formalité. Ces abrutis de flics ont proféré des accusations forgées de toutes pièces et fabriqué des preuves. Le procureur le sait mais il n'a pas de couilles et ne pense qu'à sa réélection l'année prochaine. Le juge roupille. Les jurés sont globalement de braves gens, dociles et consciencieux, tout prêts à gober les mensonges que leurs chers représentants de la loi débitent sur le banc des témoins.

Milo, bien sûr, a sa propre collection d'hôtels bon marché mais je ne peux y descendre. J'y serais

lynché, bastonné et brûlé vif sur le parking ou, sort éminemment préférable, un sniper, à la sortie de ma chambre, me descendrait d'une balle entre les deux yeux. La police de l'État me fournit une protection pendant la durée du procès, mais j'ai la désagréable impression que mes gardes du corps ne sont pas très motivés. Comme la plupart des gens, ils ne m'aiment pas. Ce qu'ils voient, c'est une tête brûlée aux cheveux longs qui défend des tueurs d'enfants et autres monstres.

Mon hôtel actuel est un Hampton Inn, situé à vingt-cinq minutes de Milo. Je débourse soixante dollars la nuit mais l'État me remboursera. Partner dort dans la chambre voisine. C'est un grand gail-lard, lourdement armé, en costume et lunettes noirs comme dans *Men in Black* et il me suit partout. Partner est mon chauffeur, mon garde du corps, mon confident, mon assistant, mon caddie, et mon seul ami. J'ai gagné sa fidélité indéfectible quand un jury l'a déclaré non coupable. Il était poursuivi pour le meurtre d'un membre de la brigade des stupés infiltré dans un réseau de drogue. On est sortis du tribunal, bras dessus, bras dessous, et depuis on ne s'est plus quittés. À deux reprises, au moins, des flics ont tenté de le tuer. Et ils s'en sont pris à moi une fois.

On est toujours debout. Même si on marche en rentrant la tête dans les épaules.

À 8 heures, Partner toque à ma porte. C'est l'heure d'y aller. On se souhaite le bonjour et nous montons dans mon véhicule : un fourgon Ford noir, personnalisé selon mes besoins. Puisque ce van me sert de bureau, les sièges arrière ont été repositionnés autour d'une petite table qui se replie dans la paroi. Il y a un canapé où j'ai souvent dormi. Les vitres sont teintées et à l'épreuve des balles. Il y a aussi une télévision, une chaîne hifi, Internet, un réfrigérateur, un minibar, deux pistolets et des vêtements de rechange. Je suis à l'avant avec Partner. On déballe nos friands à la saucisse en quittant le parking. La police, dans une voiture banalisée, ouvre la marche. Une autre ferme le convoi pour le trajet jusqu'à Milo. La dernière menace de mort date de deux jours – par e-mail.

Partner ne parle que si on lui pose une question. Ce n'est pas moi qui ai imposé cette règle, mais elle me convient à merveille. Les silences ne le gênent pas, et c'est pareil pour moi. Après des années, on communique par hochements de tête, clins d'œil et non-dits. À mi-chemin de Milo, j'ouvre un dossier et commence à prendre des notes.

Le double meurtre est si horrible qu'aucun avocat du coin n'a voulu y toucher. Puis Gardy a été arrêté et il fait un coupable tout à fait convaincant :

cheveux longs, teints d'un noir de jais, collection impressionnante de piercings au-dessus du cou, et autant de tatouages dessous, boucles d'oreilles, yeux pâles et froids, et une moue tenace qui semble dire : « D'accord, c'est moi qui l'ai fait, et alors ? » Dans son tout premier article, le journal de Milo a dit qu'il était « membre d'une secte satanique ayant déjà été arrêté pour atteinte sexuelle sur mineur ».

Le parfait exemple d'un journalisme honnête et impartial ! Gardy n'a jamais été membre d'un quelconque groupe satanique, quant au délit « atteinte sexuelle sur mineur », ce n'est pas du tout ce qu'on croit. Mais avec cet article, Gardy est passé pour un pervers sexuel et a été déclaré *de facto* coupable. Je n'en reviens pas que nous ayons pu tenir le coup aussi longtemps, car depuis des mois tout le monde veut le pendre haut et court.

Inutile de dire que tous les avocats de Milo se sont terrés et mis aux abonnés absents. Il n'y a pas de cabinet d'aide juridique dans cette ville – elle est trop petite – et les pauvres se retrouvent seuls devant le juge. Une loi tacite, non écrite, veut que les jeunes avocats se chargent de ces affaires pourries : 1. parce qu'il faut bien que quelqu'un le fasse et 2. parce que les anciens avocats l'ont fait avant eux. Mais personne ne voulait défendre Gardy et, pour être honnête, on les comprend. C'est leur ville, leur vie dans ces murs, et se frotter à des affaires aussi sordides pourrait entacher définitivement leur carrière.

La société dit : quelle que soit la gravité du crime, le prévenu a droit à un procès équitable. Mais les choses se corsent quand il s'agit de lui trouver un

bon avocat pour assurer sa défense. Les avocats comme moi connaissent cette litanie : « Comment peut-on prendre la défense d'une ordure pareille ? »

« Parce que quelqu'un doit le faire. » Voilà ce que je répons, avant de passer à autre chose.

Veut-on vraiment des procès équitables ? Bien sûr que non. Nous voulons la justice, et vite. Et la justice, c'est une notion fluctuante, adaptable au cas par cas.

À quoi bon chercher à avoir des procès équitables puisqu'on s'arrange pour qu'ils ne le soient pas. La présomption d'innocence est devenue la présomption de culpabilité. Le poids de la preuve est un leurre parce qu'aujourd'hui la preuve ment souvent. L'intime conviction, désormais, c'est juste : « Puisqu'il l'a peut-être fait, alors mettons-le à l'ombre. »

Les avocats ont donc pris la poudre d'escampette et Gardy n'a personne. C'est à cause de ma réputation, qu'il faille ou non le déplorer, qu'ils m'ont finalement téléphoné. Dans ce coin reculé de l'État, tout le milieu juridique sait que si l'on ne trouve personne il faut appeler Sebastian Rudd. Il est prêt à défendre n'importe qui !

Lorsque Gardy a été arrêté, une foule s'est massée devant la prison, réclamant justice. Quand on l'a escorté jusqu'au fourgon pour l'emmener au palais de justice, la foule l'a hué et lui a lancé des tomates et des pierres. L'événement a été raconté en détail dans le journal local et même repris dans le JT du soir de la chaîne régionale (il n'y a pas de station de télévision à Milo, juste un service de câble de bas étage). J'ai demandé un changement de lieu pour la tenue du procès et plaidé ma cause auprès du juge :

il était crucial que les audiences soient organisées à plus de cent kilomètres d'ici, qu'on ait une chance de trouver des jurés qui n'aient pas déjà déclaré Gardy coupable, ou maudit son existence à chaque dîner. Mais ma requête a été rejetée. Comme toutes les autres.

Encore une fois, la ville réclame justice. Elle veut en finir.

On s'engage dans la petite allée derrière le tribunal. Il n'y a pas de foule haineuse pour nous accueillir, mais les plus motivés sont toujours là. Ils se pressent derrière les barricades de la police, placées un peu trop près de nous à mon goût, brandissent leurs pancartes qui énoncent de grandes pensées, telles que : « Pendez le tueur de bébés », « Satan t'attend ! » et « Rudd = ordure ». Ils sont une petite dizaine à faire le planton pour me huer et, plus important, pour montrer leur haine à Gardy qui va arriver par le même chemin dans cinq minutes. Durant les premiers jours du procès, cette petite foule a attiré les caméras. Quelques-uns ont été interviewés ou photographiés avec leurs pancartes. Cela les a bien sûr encouragés à poursuivre leur effort ; ils sont donc là chaque matin, fidèles au poste. Fat Susie agite le « Rudd = ordure » et semble prête à me tirer dessus. Bullet Bob est là aussi. Il prétend être de la famille d'une des deux petites assassinées et il a dit à la presse que le procès était une perte de temps.

Et j'ai bien peur qu'il ait raison sur ce dernier point.

Sitôt le van arrêté, Partner se précipite pour m'ouvrir la porte en compagnie de trois policiers du même gabarit que lui.